

Engrais et sécurité alimentaire : un enjeu majeur pour l'Afrique.

Fertilisers and food security : a major challenge for Africa.

Auteur 1 : ESSAADI Hafida.

ESSAADI Hafida (Doctorante)

Structure de Recherche Gouvernance de l'Afrique et du Moyen Orient (GAMO), Université Mohamed V, FSJES Souissi

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : ESSAADI. H (2024) « Engrais et sécurité alimentaire : un enjeu majeur pour l'Afrique », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 24 » pp: 0024 – 0039.

Date de soumission : Mai 2024

Date de publication : Juin 2024



DOI : 10.5281/zenodo.11278120
Copyright © 2024 – ASJ



Résumé

L'Afrique confrontée à une vulnérabilité marquée due à sa faible productivité agricole, à une pauvreté généralisée et de l'insécurité alimentaire qui ne cesse de s'accroître, suscite une préoccupation mondiale. Cette situation est d'autant plus critique avec l'avènement de crises pandémiques et géopolitiques qui entraînent des restrictions commerciales affectant négativement les importations alimentaires africaines et entravant l'accès aux engrais.

A ce titre, à travers cet article nous abordons la problématique suivante : **quel accès et usage des fertilisants en Afrique avant et à l'aune des crises pandémique et géopolitique ?** Pour ce faire, nous sommes appelées à répondre aux questions suivantes: Quelles sont les initiatives préconisées pour augmenter la consommation des engrais en Afrique ?, Quelles sont les défis et les contraintes à la consommation des engrais en Afrique avant et à l'aune des crises?, Quelles sont les stratégies marocaines adoptées donnant accès aux engrais de qualité ? A ce titre, nous avons opté pour une méthode qualitative à travers une analyse documentaire (Bowen, 2009 ; Yin, 2018 ; Marshall, 2016) combinée avec des statistiques descriptives en exploitant des données issues de différentes organisations internationales pour présenter un état des lieux de la sécurité alimentaire en Afrique. Cet article met évidence les différentes initiatives menées pour augmenter la consommation des engrais considérés comme un gage de sécurité alimentaire qui favorise le développement des rendements agricoles en Afrique. Nous avons mis en exergue les principaux producteurs mondiaux de la roche ainsi que les fournisseurs mondiaux des engrais pour l'Afrique. Nous avons également examiné l'accès des pays africains à ces intrants, en termes de capacité de production locale et de consommation d'engrais en Afrique tout en soulevant les contraintes financières, logistiques et environnementales qui entravent l'accès à ces intrants à l'échelle continentale. Nous mettons en relief les retombées négatives engendrées par les crises sur l'amplification de la sécurité alimentaire en Afrique.

À travers notre analyse, nous concluons qu'il est essentiel de mener des stratégies innovantes et proactives, ainsi que de former des alliances stratégiques pour la production locale d'engrais, afin d'assurer leur disponibilité pour les fermiers. De plus, le renforcement de la gouvernance s'avère crucial permettant de développer des stratégies de coopération efficace qui surmontent les défis logistiques, économiques et technologiques susceptibles de garantir l'accès aux engrais de qualité et de contribuer à une agriculture durable en Afrique.

Mots clés : Sécurité alimentaire, engrais, gouvernance, crise pandémique et géopolitique, Afrique.

Abstract

Africa's vulnerability to low agricultural productivity, widespread poverty and growing food insecurity is of global concern. This situation is made all the more critical by the advent of pandemic and geopolitical crises, which have led to trade restrictions adversely affecting African food imports and hindering access to fertilizers.

In this article, we address the following question: what access to and use of fertilizers in Africa before and in the light of the pandemic and geopolitical crises? To do so, we are called upon to answer the following questions: What are the initiatives advocated to increase fertilizer consumption in Africa? what are the challenges and constraints to fertilizer consumption in Africa before and in the light of the crises? what are the Moroccan strategies adopted to provide access to quality fertilizers?. To this end, we have opted for a qualitative method through a literature review (Bowen, 2009; Yin, 2018; Marshall, 2016) combined with descriptive statistics by exploiting data from various international organizations to present an overview of food security in Africa. This article highlights the various initiatives undertaken to increase the consumption of fertilizers considered as a guarantee of food security that promotes the development of agricultural yields in Africa. We have highlighted the world's leading producers of the rock, as well as the global suppliers of fertilizers to Africa. We also examine African countries' access to these inputs, in terms of local production capacity and fertilizer consumption in Africa, while raising the financial, logistical and environmental constraints that hinder access to these inputs on a continental scale. We highlight the negative impact of the crises on boosting food security in Africa.

Through our analysis, we conclude that it is essential to pursue innovative and proactive strategies, as well as form strategic alliances for the local production of fertilizers, to ensure their availability to farmers. In addition, strengthening governance is crucial to developing effective cooperative strategies that overcome the logistical, economic and technological challenges likely to guarantee access to quality fertilizers and contribute to sustainable agriculture in Africa.

Keywords : Food security, fertilizers, governance, pandemic and geopolitical crisis, Africa.

Introduction

Le continent africain possède 60% de terres arables inexploitées au niveau mondial ce qui se répercute négativement sur les rendements agricoles engendrant une forte dépendance à l'égard des importations alimentaires et des engrais (Dessalegn, & Eziakonwa, 2023) et par conséquent une faible autosuffisance alimentaire.

Dans le même ordre d'idée, parmi les régions les plus vulnérables à la perte de terres agricoles et qui sont les plus touchées sur le plan économique figurent l'Afrique subsaharienne, le Moyen Orient et l'Afrique du Nord. En effet, face à un manque de gouvernance et à la connivence des élites, les terres africaines font l'objet de course à l'achat et sont sous-traitées à des indigents africains, les rendant plus soumis à la famine et à l'exil (Eugène & Rabiaa, 2021).

A ce titre, garantir l'accès et l'utilisation d'engrais chimiques, tout en adoptant des pratiques de gestion agricole efficaces, représente un enjeu majeur pour la sécurité alimentaire en Afrique. Ainsi, suivant un processus de transformation, le phosphate, une ressource naturelle, vitale, rare et non substituable, joue un rôle primordial dans la nutrition des cultures et dans la sécurité alimentaire favorisant une agriculture durable et compétitive, ce qui contribue au bien-être de la population.

De l'autre côté, le concept de sécurité alimentaire apparue en 1970 a connu une évolution passant du simple accès à l'alimentation aux questions de nutrition tenant compte des dimensions culturelles et sociales en jeu (FAO, 2018). A cet égard, nous distinguons entre l'insécurité alimentaire transitoire qui est liée aux pressions issues des catastrophes naturelles ou conflits et l'insécurité alimentaire chronique associée à des problèmes de pauvreté et de faibles revenus.

Ainsi, selon la FAO, la sécurité alimentaire est mesurée soit par les indicateurs de la stabilité, le taux de dépendance à l'égard des importations céréalières, le pourcentage des terres arables équipées pour l'irrigation, la valeur des importations alimentaires par rapport aux exportations totales de marchandises, la stabilité politique et l'absence de violence/terrorisme, la volatilité des prix des denrées alimentaires au niveau national, la variabilité de la production alimentaire par habitant ainsi que la variabilité des disponibilités alimentaires par habitant.

La sécurité alimentaire s'avère une préoccupation majeure en Afrique. En effet, l'avènement de la crise alimentaire en Afrique a réaffirmé le rôle stratégique de l'agriculture dans la subsistance des populations africaines et constitue un pilier de l'économie productive de nombreux pays arabes, tant en termes de contribution au PIB que d'emploi, particulièrement en Égypte (14 % et 31 %) et au Maroc (16 % et 33 %) et de 30 % du PIB de l'Afrique (Ferragina & Quagliarotti, 2012).

L'accès aux engrais représente un défi majeur, tant pour de nombreux pays développés à l'échelle internationale que pour les nations africaines. Force est de noter que des incitations à la consommation des engrais par les pays africains ont été préconisées, et seront développées dans les sections suivantes.

1. Incitations à la consommation des engrais en Afrique

1.1. Déclaration d'Abuja

La Déclaration d'Abuja du 12 novembre 2006 de l'Union africaine (UA) appelait à une « Révolution verte africaine » pour accroître la productivité agricole afin de nourrir la population en croissance rapide du continent. Cette déclaration incitait à l'amélioration de l'accès, de l'abordabilité et à l'utilisation des engrais. A ce titre, les États membres de l'Union africaine et les Communautés Economiques Régionales (CER) devaient prendre des mesures adéquates pour réduire les coûts d'achat des engrais au niveau national et régional. Ces mesures sont réalisées à travers une harmonisation des politiques et des réglementations pour permettre la circulation des engrais hors douanes et hors taxes entre les régions ainsi que le développement des capacités pour le contrôle de qualité (Hernandez et al., 2018). Comme mesure immédiate, il a été recommandé à cet effet, l'élimination des taxes et tarifs sur les engrais et les matières premières pour la fabrication d'engrais » (Edson et al., 2019).

De même, suite à une utilisation d'engrais en Afrique qui représente à peine 10 % de la moyenne mondiale et étant donnée l'importance stratégique des engrais dans la réalisation de la Révolution Verte Africaine tout en mettant fin à la famine, les Etats membres de l'Union Africaine se sont engagés à augmenter le niveau d'utilisation des engrais d'une moyenne de 8 kilogrammes par hectare à une moyenne d'au moins 50 kilogrammes (objet de la Résolution 1) par hectare en 2015 (Fertilizer, 2012).

En outre, la déclaration d'Abuja a appelé également aux subventions ciblées qui sont lancées sur un segment particulier de la population agricole en fonction des objectifs du programme de subventions d'où la Résolution 2 qui prône l'importance de la réduction du coût d'achat des engrais au niveau national et régional.

Dans ce sillage, des programmes à l'échelle africaine ont été préalablement adoptés par les chefs d'Etat et les gouvernements africains pour le développement agricole durable et la réalisation de la sécurité alimentaire, le cas échéant du programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) faisant partie intégrale du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), Principal organe technique de l'Union Africaine (UA). Le PDDAA cible également l'allocation d'au moins 10% des budgets publics à l'agriculture (Guèdègbé, & Doukkali, 2018).

En effet, l'enjeu est de réduire le coût d'achat des engrais au niveau national et régional, ce qui suscite des Etats Membres et des Communautés Economiques Régionales, de prendre des mesures règlementaires en vue d'assurer une circulation exonérée des taxes et des droits de douane dans toutes les régions ainsi que le renforcement du contrôle qualité susceptible de garantir un accès aux engrais à bon prix et de qualité.

1.2. Vision et aspiration de l'Agenda 2063

La commission dédiée à la préparation de l'Agenda 2063 a procédé dans le cadre d'un comité technique, regroupant l'Agence du NEPAD, la Banque Africaine du Développement (BAD) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), à l'examen entre autres, des dynamiques politiques, sociales, économiques, démographiques et des ressources naturelles ainsi que le développement des capacités et la transformation économique (Union, 2015).

Dans le même ordre d'idées, l'Agenda 2063 est la manifestation concrète de la manière dont le continent entend réaliser une vision panafricaine pour une « Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, et représentant une force dynamique sur la scène mondiale » et sur une période de 50 ans allant de 2013 à 2063.

Ainsi, étant donné l'ampleur des crises sociales et politiques au même titre que les crises économiques en Afrique subsaharienne, l'Agenda 2063 vise à entreprendre des initiatives majeures en vue de favoriser la croissance économique, de promouvoir le développement en Afrique, de concrétiser une bonne gouvernance, de la justice et d'un Etat de droit (Sen, A. (2000).

De même, conformément à l'initiative « Nourrir l'Afrique » de la Banque Africaine de Développement (BAD) et aux objectifs de sécurité alimentaire et de développement durable adoptés par l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA), il y a eu la création du Mécanisme africain de financement des engrais (AFFM) dont la gestion est adossée à la (BAD) et ce, pour le renforcement des chaînes de valeur de fabrication d'engrais en Afrique.

Force est de noter que l'Agenda 2063 aura pour finalité d'agir en vue d'un continent exempt de toutes formes d'insécurité alimentaire et de famine, ce qui implique la promotion des bonnes pratiques agricoles pour accroître la production, la productivité ainsi que la valeur ajoutée. A cet égard, l'élément phare des aspirations de cet Agenda 2063 consiste en la transformation durable des ressources naturelles dans une perspective de créer une économie résiliente face aux changements climatiques.

Toutefois, malgré les initiatives précitées, la sécurité alimentaire en Afrique est loin d'être améliorée abstraction faite de certaines régions qui ont connu une progression significative dans la consommation des engrais. A cet effet, nous présentons un état des lieux de la sécurité

alimentaire en Afrique en relation avec l'accès et la consommation des engrais par le continent avant et à des crises survenues à l'échelle internationale.

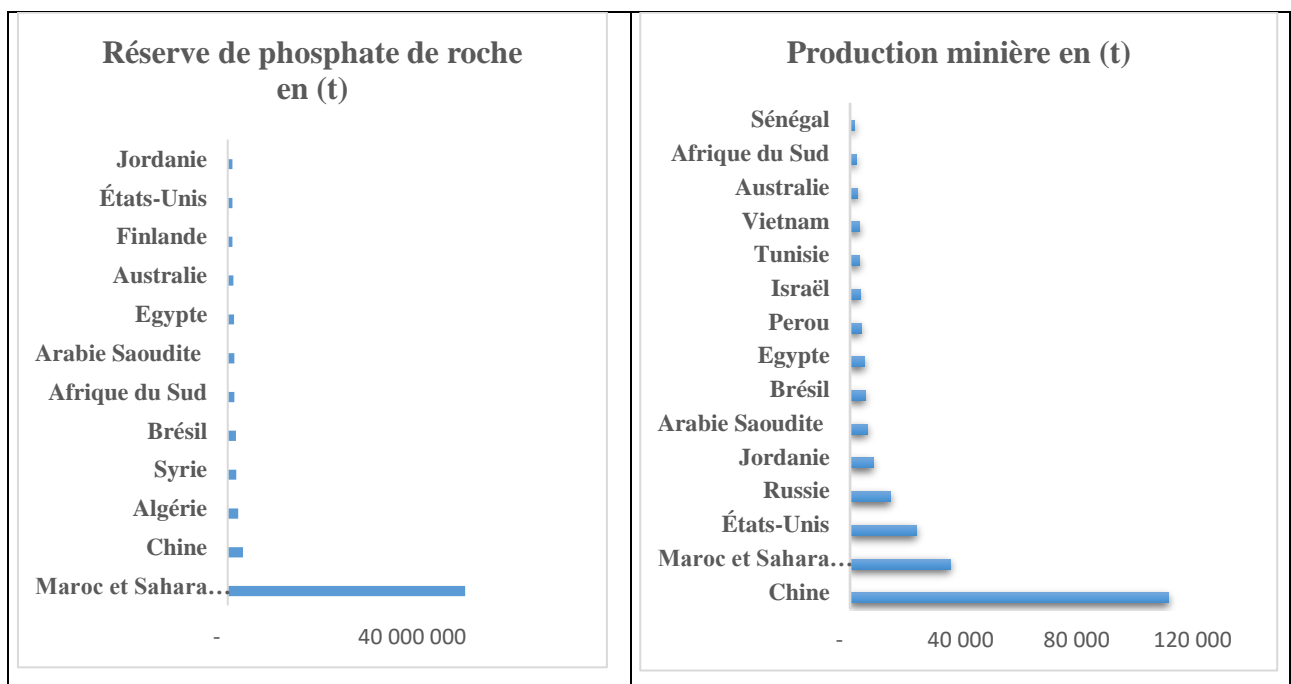
2. Phosphate : Réserves Stratégiques, production et potentiel d'Exportation

2.1. Réserves mondiale et production du phosphate

A travers les données issues de l'USGS, il s'avère que les plus grands gisements sédimentaires se trouvent en Afrique du Nord, en Chine, au Moyen-Orient et aux États-Unis. Ainsi, d'après la figure N°1 issue de l'USGS en 2019, le Maroc présente environ 72% des réserves de roche phosphatées. A ce titre, le Royaume du Maroc est un acteur majeur sur le marché international du phosphate lui conférant un avantage comparatif en termes de gisements de roches phosphatées, ce qui lui permet d'assurer une production sur plusieurs années (Vedie, 2022).

Le reste des gisements se trouve principalement en Chine (4,61%), en Algérie (3,17%), en Syrie (2,59%), au Brésil (2,45%) en Moyen Orient (2% pour chacune de l'Égypte et l'Arabie Saoudite) et aux Etats Unies (1,44%). Toutefois, selon la même source, en 2019 environ 80% de la production mondiale est concentrée principalement en Chine (110 000 t), au Maroc (groupe OCP – 34 800 t), aux Etats Unies (23 000 t), en Russie (14 000 t), et en Jordanie (8020 t). Les autres pays (Algérie, Syrie) bien qu'ils ont des réserves relativement importantes par rapport à celles de la Russie ou de la Jordanie pourtant ils produisent très peu, et ce en raison de l'instabilité politique et des coûts de développement importants.

Figure N°1 : Réserves en phosphate et production minière en tonne métrique (t).



Source: <https://pubs.usgs.gov/periodicals/mcs2020/mcs2020-phosphate.pdf>

La Chine représente (3 200 000 t) soit une part de 4,5% des réserves mondiales de roche phosphatées sachant toutefois que l'extraction de cette roche est principalement réalisée dans ce pays. En effet, certains pays ayant d'importantes réserves de roches phosphatées n'en extraient pas des quantités importantes. Cela peut résulter d'une décision stratégique ou faute de technologies nécessaires à l'extraction du phosphate adossées aux investissements colossaux en la matière.

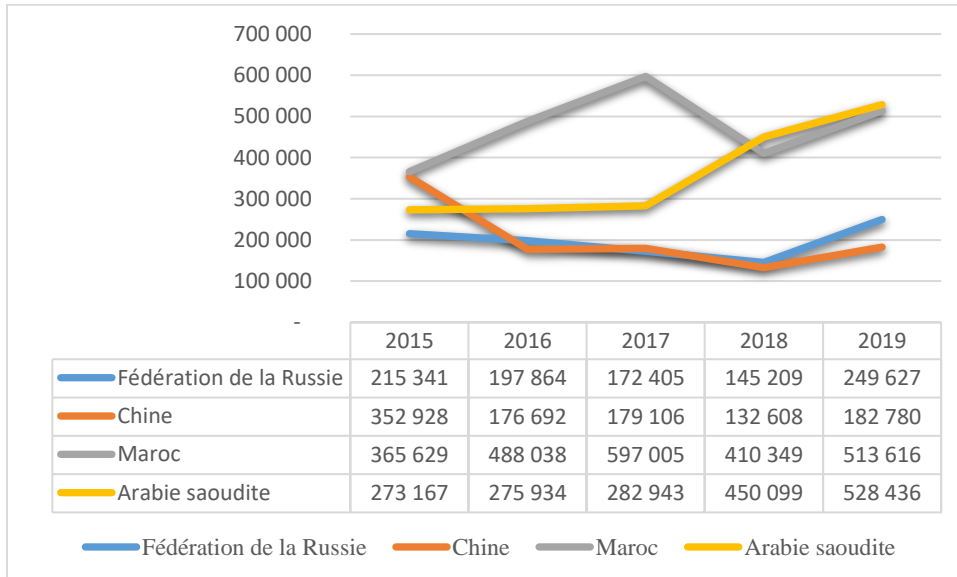
Dans le même ordre d'idées, le phosphate est transformé en acide phosphorique qui nécessite des technologies extractives et innovatrices pour son exploitation à bon escient.

Ainsi, comme la Chine est le principal pays d'extraction du phosphate, elle représente une part de 52,1 % du total de la production de l'acide phosphorique réalisée par toutes les régions du monde, destinée aux engrais, suivie par celle de l'Afrique (21,3%).

2.2. Exportation des engrais vers l'Afrique subsaharienne

Les principaux pays exportateurs d'engrais phosphatés vers l'Afrique subsaharienne sont représentés par l'Arabie saoudite qui est en tête de liste de ces exportateurs suivie par le Maroc, la Fédération de la Russie et la Chine.

Figure N°2 : Evolution des exportations des engrais chimiques phosphatés (CTCI 562) en destination de l'Afrique subsaharienne (Dollars des États-Unis aux prix courants en milliers).



Source : Données UNCTAD, compilation de l'auteur.

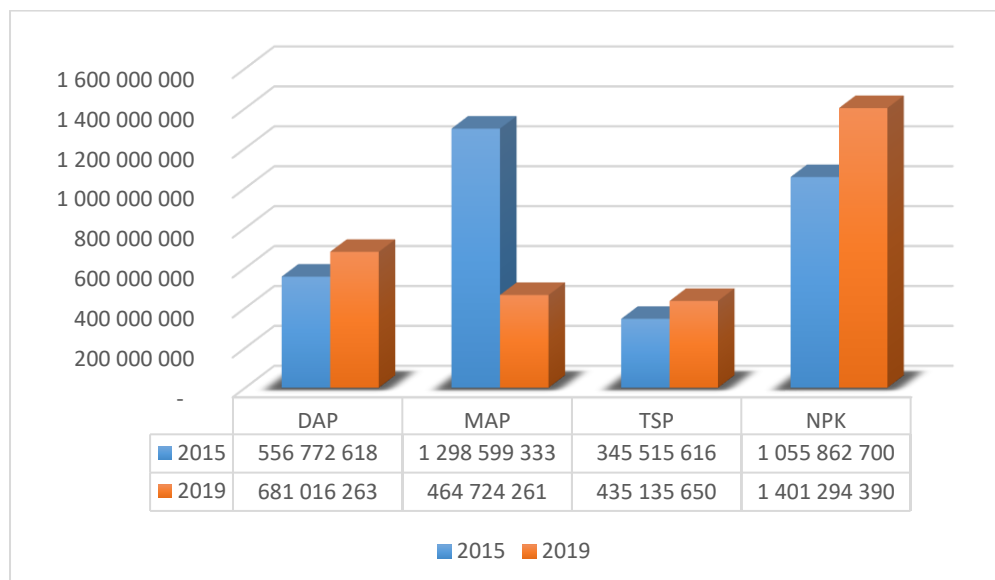
A cet égard, faisant partie des acteurs géopolitiques du continent, le rôle du Maroc à travers son groupe phosphatier, c'est de promouvoir une augmentation de la production alimentaire au profit du continent africain en participant de ce fait, à contenir la faim en Afrique (ODD) et à une révolution verte africaine.

Ainsi, au-delà des avantages compétitifs recherchés par le groupe phosphatier marocain OCP, l'importance a été accordée à la valeur ajoutée créée au profit de la communauté locale. En effet, la stratégie d'internationalisation basée sur les exportations du groupe OCP ne se limite pas à l'atteinte d'un leadership coût, de qualité de produit, de flexibilité pour le segment engrais mais également à la réalisation du bien commun relatif à la sécurité alimentaire ainsi que l'amélioration des rendements agricoles en Afrique.

2.3. Diversification des exportations marocaines des engrais vers l'Afrique

La figure N°3 révèle une évolution de la structure des exportations en matière d'engrais vers l'Afrique qui revient à l'augmentation de ses capacités de production à travers des projets d'investissements notamment l'installation de Africa Fertiliser Complexe. Nous observons également l'importance des exportations en termes d'engrais NPK qui représentent presque le double de celles des engrais DAP en 2019 soit une évolution annuelle de 106%. Elles sont destinées principalement au Bénin (45%), au Côte-d'Ivoire (15%) sachant toutefois que le Nigéria était le principal client du Maroc en NPK en 2015 représentant ainsi 35% du total des exportations de cet engrais. Toutefois, à partir de 2019, il est devenu le principal pays recevant les exportations marocaines de DAP avec une part de (41%). Cela trouve sa justification dans la décision émanant de la Banque centrale du Nigeria (CBN) qui a ajouté les engrais NPK à la liste des biens « non valides pour les opérations de change ».

Figure N°3 : Évolution de la diversification des exportations marocaines des engrais vers l'Afrique.



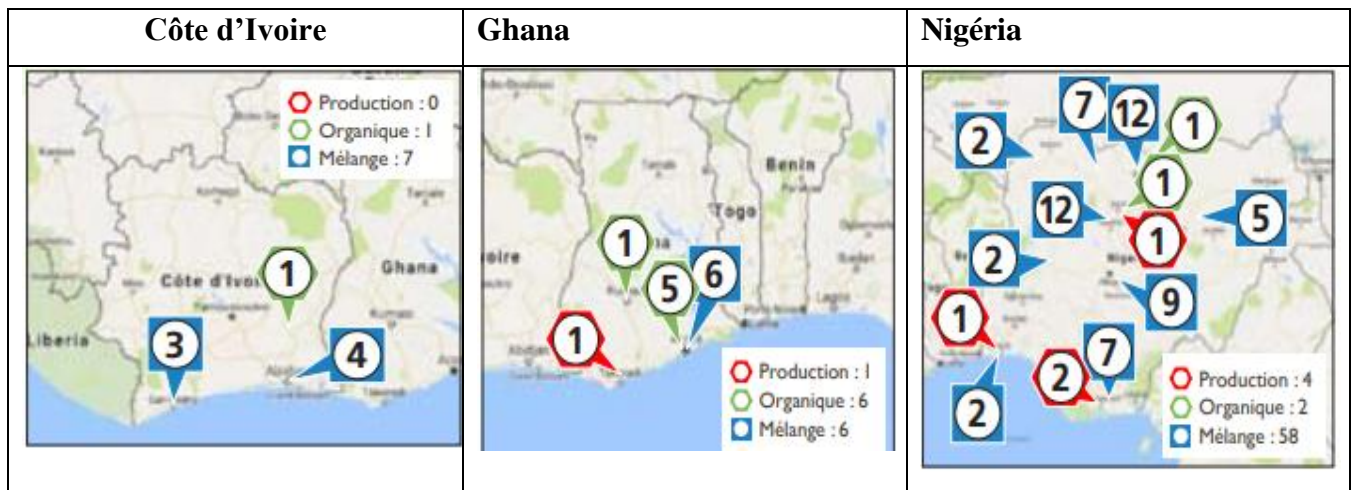
Source : Office des changes, compilation de l'auteur.

3. Accès aux engrais en Afrique avant et à l'aune des crises

3.1. Capacité de production des engrais en Afrique

En complément des importations des engrais, certains pays ont mis en place des unités de production et de mélange des engrais. L'objectif est de renforcer la capacité de production d'engrais au niveau continental et de garantir une distribution plus directe et plus proche des agriculteurs. Cette approche vise non seulement à augmenter l'accessibilité des engrais mais aussi à adapter les produits aux besoins spécifiques des sols et des cultures locales, améliorant ainsi l'efficacité agricole et contribuant à la sécurité alimentaire régionale.

Figure N°5 : Sites d'usines de production et de mélange d'engrais en Afrique.



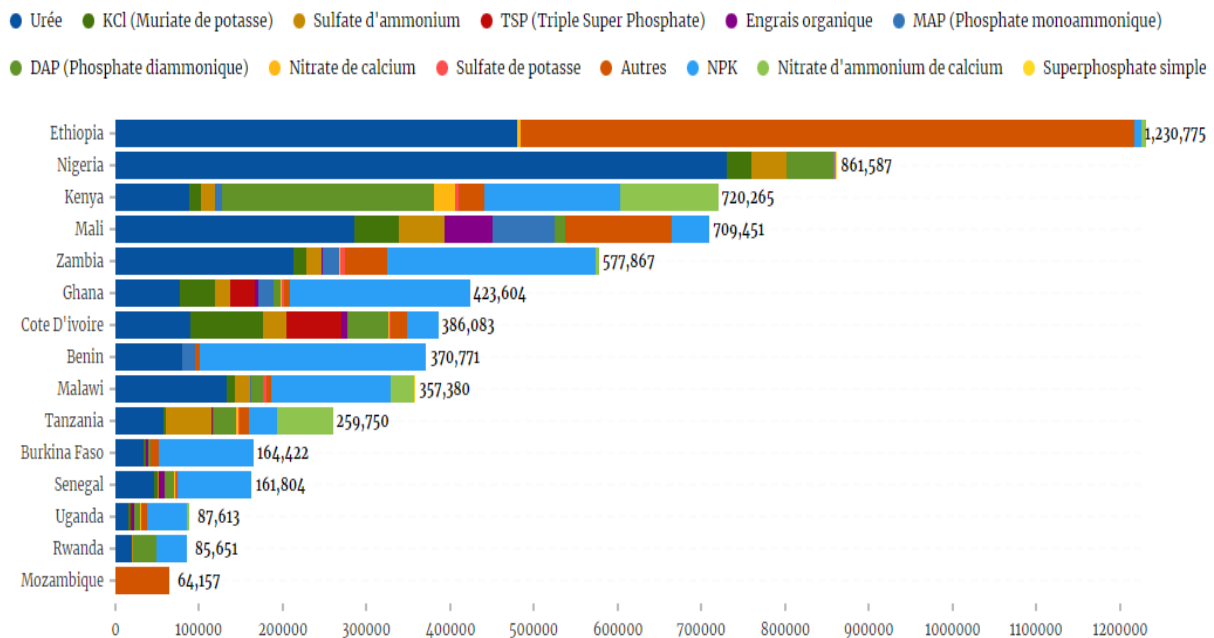
Source : AfricaFertilizer.org

La figure N°5 illustre l'existence des unités de mélange et de production des engrais qui sont largement répondues au Nigéria, au Côte-d'Ivoire et au Ghana. Cette situation pourrait avoir un impact sur la disponibilité des engrais et entraîner des disparités dans l'accès et la consommation de ces intrants dans les différentes régions du continent. Dans le même ordre d'idées, bien qu'il existe des unités de production locale en Afrique sauf qu'elles sont en deçà de servir les besoins de la population africaine d'où une faible consommation pour certains pays en Afrique. Cette situation constitue un paradoxe pour l'Afrique, qui est devenue un acteur majeur de l'industrie des engrais phosphatés et demeure la région la plus en retard en termes de consommation. Nous développons dans ce qui suit la consommation des engrais par le continent africain.

3.2. Consommation des engrais en Afrique

La figure N°4 révèle les principaux pays consommateurs d’engrais en 2019, nous avons à la tête de la liste l’Ethiopie suivie par le Nigéria et bien d’autres pays avec une variété de typologies d’engrais marquées par la consommation de l’urée, du DAP, du NPK et du KCl.

Figure N°4 : Consommation apparente d'engrais par pays en (t) pour l'année 2019



Source : AfricaFertilizer

Nous constatons également une faible demande d'engrais phosphatés (DAP) exprimée par les pays africains qui est due entre autres, aux habitudes de consommation issues des idéologies et des croyances quant à la qualité des engrais phosphatés, ce qui limite par conséquent l’usage des engrais se traduisant par une faible demande.

3.3. Stratégies face aux contraintes d’accès aux engrais en Afrique

A ce niveau, force est de noter que 70% des pays de l’Afrique subsaharienne sont des exploitants de terres agricoles de faible taille, ce qui affecte leur demande qui varie d’une région à l’autre. Adossée à cela, en raison de l’augmentation des prix des engrais et du faible pouvoir d’achat des petits agriculteurs, l’accès à ces intrants est limité.

De même, les principaux obstacles à la croissance et à l’efficacité de la chaîne d’approvisionnement en engrais sont liés au commerce, aux normes de qualité des engrais, au coût du transport élevé ainsi qu’aux programmes de subventions aux intrants non viables (Edson et al., 2019). Ces derniers connaissent une mauvaise gouvernance par certains pays africains.

Force est de noter que le Maroc à travers son groupe phosphatier contribue à sécuriser la production d'engrais compétitifs à proximité des grandes régions agricoles, à renforcer ses capacités logistiques et à développer de nouveaux réseaux de distribution locaux (Tanchum, 2022).

De même, l'augmentation de la consommation est contraignante à une méconnaissance des bonnes pratiques agricoles. Dans ce sillage, en vue d'atteindre l'objectif de nourrir l'Afrique faisant partie des ODD tels qu'établi par les Nations Unies, et voulant porter une révolution agricole en Afrique, le groupe phosphatier a mené une série d'actions au profit de la population locale. A titre de référence, le programme Agribooster qui vise la mise en place d'un écosystème centré autour du fermier soit « le digital au service du fermier », lui facilitant aussi bien l'accès aux intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires), le financement, la garantie du rachat de la récolte et l'accompagnement technique ainsi que des produits d'assurance. Ce système, qui repose sur une plateforme digitalisée accessible depuis les zones les plus reculées est en phase pilote au Kenya, au Nigéria, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Togo, au Ghana et au Burkina Faso (EL KHARMOUDI et al., 2020, p.16). Le groupe s'appuie également sur un dispositif OCP School Lab qui lui permet de consacrer des formations interactives sur les meilleures pratiques agricoles en apportant des conseils en agronomie dédiées aux petits agriculteurs. En dépit de ces initiatives, il y a eu l'augmentation des rendements du maïs en Tanzanie de plus de 25%, du riz au Ghana de plus de 35% et teff en Ethiopie de plus de 113% (OCP, 2021).

3.4. Sécurité alimentaire en Afrique en période de crises

La question de la sécurité alimentaire des pays africains se posait avec acuité depuis des années, certes aggravée entre autres par les crises et guerres civiles ainsi que la faible consommation des engrais, mais cette insécurité alimentaire s'est amplifiée avec la pandémie COVID19 ainsi que le conflit « russo-ukrainien » et ses effets d'entraînement (Vedie, 2022). Ces crises ont entraîné des perturbations de la chaîne d'approvisionnement en intrants agricoles, en carburant et en denrées alimentaires (Dessalegn, & Eziakonwa, 2023, p.42) sachant toutefois que le continent est en dépendance vis-à-vis des importations alimentaires de la région du conflit.

Dans ce sillage, le rapport annuel de la FAO de 2021 a révélé l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, et a averti que "le monde est à un moment critique", soit 768 millions de personnes étaient confrontées à la faim en 2020 avec un totale de population sous-alimentée en Afrique qui s'élevait à 282 millions personnes, soit une augmentation de 46 millions par rapport à 2019.

Le déclenchement de la guerre en Ukraine a eu un impact majeur sur les prix de nombreux produits de base. Cette situation a entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires, ce qui exacerbe la pauvreté et l'insécurité alimentaire, et accentue les pressions inflationnistes déjà perceptibles (Guenette, 2022, p.3).

Dans le même ordre d'idées, les chocs économiques survenus suite à la crise géopolitique russo-ukrainienne ont entraîné une forte augmentation de la faim dans le monde adossée à une flambée de l'inflation alimentaire mondiale. Ainsi, faisant référence à l'indice des prix alimentaires de 2021, publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) révèle que les prix alimentaires moyens ont bondi de 28 % dans le monde par rapport à l'année précédente alors que les ruptures d'approvisionnement des denrées alimentaires ont provoqué une inflation alimentaire dans les pays les plus riches.

En effet, cela est dû en grande partie au poids important de la Russie et de l'Ukraine voire de Belarus, dans la production mondiale (Yves, 2023). La Russie est le premier exportateur mondial de blé, représentant 18 % des exportations mondiales, l'Ukraine représente 7% supplémentaires. La Russie et l'Ukraine représentent plus de 75% des importations de blé dans de nombreux pays, en particulier en Afrique de l'Est, en Afrique centrale et en Afrique subsaharienne. De même la Russie est également le plus grand exportateur de gaz naturel (25 %) et d'engrais (14 %) (Guenette, 2022, p.11).

En d'autres termes, les résultats de l'enquête réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) indiquent que l'accessibilité financière sera l'un des nombreux moteurs de la consommation d'engrais à moyen terme, abstraction faite des facteurs comme le changement climatique et la disponibilité de l'eau, la situation géopolitique mondiale, les réglementations nationales, l'aide publique aux agriculteurs, les macroéconomies nationales et la disponibilité des engrais sont de plus en plus importants (World Bank, 2023, p.9).

Néanmoins, la flambée excessive des prix des engrais chimiques, liée à la crise en Ukraine, rend leur utilisation insoutenable pour les agriculteurs et les États africains.

Ainsi, selon les prévisions à moyen terme, l'Asie du Sud et l'Amérique latine seront la plus grosse source mondiale de la demande d'engrais bien que celle émanant du marché africain doive connaître une croissance accélérée. A cet égard, la probabilité de l'amplification de l'insécurité alimentaire en Afrique suite aux répercussions de la crise géopolitique dépend de la volonté des États pour concevoir et mettre en place des stratégies efficaces et intelligentes afin de combler ce besoin imminent en intrants indispensables à la sécurité alimentaire du continent africain.

Conclusion

En guise de conclusion, l'UA et le NEPAD ont bien reconnu l'importance cruciale des engrais phosphatés (CNUCED, 2023). Néanmoins, une consommation insuffisante dans certains pays africains traduit une insécurité alimentaire persistante, exacerbée par le changement climatique, la crise hydrique ainsi que l'insuffisance en infrastructure énergétique. Cependant, malgré les initiatives menées, il y a un déficit de consommation des engrais phosphatés. À ce titre, selon l'auteur Adama Gay, la mauvaise gouvernance économique entraîne de mauvais choix qui se traduisent par des pénuries en matières alimentaires. À ce titre, la résolution du problème de l'alimentation mondiale nécessitera une refonte du cadre international, pas seulement une série de réformes locales ou même régionales (Yunus, 2017, p.62).

Outre cela, en dépit des contraintes financières, il y a lieu de renforcer la gouvernance des subventions aux intrants pour garantir un accès équitable et en qualité supérieure des engrais par le continent africain. En effet, ces subventions aux intrants constituent un stimulateur de l'augmentation de la consommation des engrais et ce, en termes d'accès physique et financier permanent et régulier aux engrais par le biais de politiques commerciales et de politiques de prix (Mengoub, 2018, p.7) au profit des fermiers leur permettant des achats réguliers dans la région, de garantir une démocratie et une vie décente de leur population locale.

Adossé à cela, les enjeux environnementaux associés à la production et à la consommation des engrais phosphatés sont une question problématique majeure qui mérite l'engagement ferme des États africains en concertation avec les acteurs privés dans la mise en place des bonnes pratiques de gestion tout au long de la chaîne de valeur des engrais, afin de garantir leur utilisation raisonnable et de soutenir une révolution agricole en Afrique.

De plus, pour relever le défi commun de la sécurité alimentaire, il s'avère nécessaire de mener une gouvernance multilatérale susceptible de préserver ce bien collectif mondial (CNUCED, 2020). La gouvernance du secteur des engrais demeure complexe. La facilitation de l'accès aux engrais en Afrique nécessite une stratégie publique ambitieuse et holistique. Elle suppose une coordination étroite de différents acteurs privés et publics impliqués dans la chaîne de valeur des engrais, ce qui pose des défis considérables pour certains pays en voie de développement (CNUCED, 2023).

Dans le même ordre d'idées, il y a lieu de mener des stratégies susceptibles d'améliorer les capacités de production continentale des engrais, d'accélérer la connexion de ses économies par des infrastructures de transport pour, enfin, créer un véritable marché d'engrais intra-africain (Guèdègbé & Doukkali, 2018, p.1), qui concorde avec les paris du nouveau modèle de

développement marocain incitant au renforcement des partenariats avec le continent africain à cet effet.

Dans ce sillage, étant donné que la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine est l'un des projets phares de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine incitant à une croissance inclusive et un développement durable (EL KHARMOUDI et al., 2020, p.26), elle pourrait de ce fait attirer d'avantage d'investissement dans le secteur des engrais en créant un marché plus vaste et attractif pour les entreprises favorisant la production d'engrais de qualité susceptible d'augmenter la production agricole, de réduire la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires et de renforcer la sécurité alimentaire en Afrique. L'enjeu pour l'Afrique est de pouvoir passer d'un système d'approvisionnement alimentaire à une logique de développement de systèmes alimentaires résilients (Dessalegn, & Eziakonwa, 2023).

BIBLIOGRAPHIE

Bowen, G. A. (2009). Document analysis as a qualitative research method. *Qualitative research journal*, 9(2), 27-40.

CNUCED. (2020). *Rapport sur le commerce et le développement, de la pandémie à la prospérité pour tous : comment éviter une autre décennie perdue*. https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2020_fr.pdf

CNUCED. (2023). *Les chaînes d'approvisionnement mondiales à forte intensité technologique : le potentiel de l'Afrique*, Rapport 2023 sur le développement économique en Afrique.

Dessalegn, H., & Eziakonwa, A. (2023). *Food Security : Strengthening Africa's food systems*.

Edson, R. M., et autres. (2019). « Mécanisme africain de financement du développement des engrais (mafde) programme de travail et budget 2019 », Banque Africaine de Développement.

Eugène, É., & Rabiaa, M. (2021). *Qu'est-ce que l'Afrique ? Réflexions sur le continent africain et perspectives*. Editions LA CROISEE DES CHEMINS.

Ferragina**, E., & Quagliarotti***, D. A. (2012). La faim à l'ère de l'abondance : causes naturelles et anthropiques de la crise alimentaire en Méditerranée. *Revue Tiers Monde*, (2), 161-181.

Fertilizer, A. (2012). *Manuel de Formation Statistiques sur les Engrais en Afrique*.

FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. (2018). *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition*. Rome, FAO.

Guèdègbé, T., & Doukkali, M. R. (2018). *Le recours aux engrais en Afrique : les prix en question/Fertilizer Use in Africa : A Price Issue*.

Guenette, J. D., Kenworthy, P. G., & Wheeler, C. M. (2022). *Implications of the War in Ukraine for the Global Economy*.

Hernandez, M. A., Paz, F., Adeoti, A. I., Adong, A., Jumbe, C. B., Lagat, K. A., & Kaiyatsa, S. (2018). *Overview of the fertilizer supply chain and market structure in Africa : A cross-country assessment*. Intl Food Policy Res Inst.

Marshall, C., & Rossman, G. B. (2016). *Designing qualitative research*. Sage publications.

Mengoub. F. (2018). *Agricultural Investment in Africa : A Low Level... Numerous Opportunities*. OCP Policy Center.

EL KHARMOUDI, M., ZAKANI, H., OUALI, M., LEBNIOURY, B., de Rédaction, C., CHADLI, F., ... & SOUISSI, K. (2020). *Maroc-Afrique : une coopération renouvelée*. Activités du MEF.

OCP (2021). *A key player at the centre of the just agricultural transition in Africa*.

- Sen, A. (2000). Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté. Odile jacob.
- Tanchum, M. (2022). Morocco's New Challenges as a Gatekeeper of the World's Food Supply : The Geopolitics, Economics, and Sustainability of OCP's Global Fertilizer Exports. Middle East Institute.
- World Bank. (June, 2023). Food Security update.
- Unies, N. (2020). Rapport sur le commerce et le développement, de la pandémie à la prospérité pour tous : comment éviter une autre décennie perdue. https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2020_fr.pdf
- Vedie, H. L. (2022). La guerre en Ukraine : premiers enseignements Ã tiré pour la sécurité alimentaire de l'Afrique (No. 1985). Policy Center for the New South.
- Yin, R. K. (2018). *Case study research and applications: Design and methods*. Sage publications.
- Yves, J. Ã. (2023). Bilan 2022 et perspective 2023 : vers une stabilisation des cours (No. 1999). Policy Center for the New South.
- Yunus, M. (2017). Vers une économie à trois zéros. JC Lattès. #.
- Union, A. (2015). Agenda 2063 report of the commission on the African Union Agenda 2063 The Africa we want in 2063.